



# RAPPORT ANNUEL **SUR LES RETOMBÉES**

## 2022-2023





## QUI NOUS SOMMES

Organisme de recherche sur les politiques climatiques par excellence au Canada, nous produisons des études rigoureuses et formulons des recommandations fondées sur des données probantes qui sont essentielles pour faire avancer la résilience climatique, montrer la voie vers la carboneutralité et favoriser la prospérité à long terme. Nous puisons notre force dans notre indépendance, la diversité et la richesse de notre personnel, de notre conseil d'administration et de nos conseillers – spécialisés dans l'atténuation, l'adaptation et la croissance propre – ainsi que la pluralité des acteurs et détenteurs de droits avec lesquels nous coopérons dans nos recherches.

## NOTRE VISION

Par une collaboration pancanadienne, nous voulons trouver des solutions pérennes aux changements climatiques qui soient porteuses de résilience communautaire, de prospérité économique et de justice sociale pour les prochaines générations.

## NOTRE MISSION

Nous contribuons à l'élaboration de politiques publiques avisées permettant à l'ensemble de la population canadienne de prospérer malgré les changements climatiques et promouvant un avenir carboneutre.



**L'Institut climatique du Canada** est un organisme de bienfaisance non partisan pancanadien. Ses activités sont rendues possibles grâce au soutien financier d'**Environnement et Changement climatique Canada** et à la générosité de l'**Ivey Foundation**, de la **Banque Scotia**, des **Compagnies Loblaw Limitée**, de **QuadReal Property Group** et de la **Fondation familiale Trottier**.



Environnement and  
Climate Change Canada

Environnement et  
Changement climatique Canada

# Mise en œuvre des solutions climatiques : le temps n'est plus aux demi-mesures



Comme le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU nous le rappelait, il est minuit moins une. Le monde est dangereusement près de rater les cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) qui pourraient contenir le réchauffement climatique sous un seuil soutenable.

Or, ce qui vaut pour la planète vaut également pour nous. Selon les estimations de l'Institut climatique, les émissions nationales s'élevaient en 2021 à 691 mégatonnes, soit plus de 250 mégatonnes de plus que la cible du Canada pour 2030. Nul besoin de dire que nous avons encore beaucoup de pain sur la planche.

Avec une Stratégie nationale d'adaptation, un plan fédéral de réduction des émissions et la feuille de route proposée pour l'établissement d'une taxonomie des investissements climatiques désormais en place, il est maintenant temps de tout donner pour la mise en œuvre de ces solutions climatiques – et des prochaines.

De manière générale, nous avons une bonne idée de ce qui est à faire. Les modèles de l'Institut climatique montrent qu'en misant sur des valeurs sûres comme la conservation d'énergie, la production d'électricité solaire et éolienne, les véhicules électriques et les thermopompes, le Canada sera en bonne voie d'atteindre ses cibles pour 2030. L'heure est maintenant venue d'affronter les problèmes plus délicats de la mise en œuvre de ces mesures.

Sur le plan de la technique, des finances et des approbations, la construction de ces infrastructures ne sera pas une mince tâche. Il faudra concilier la nécessité d'une transition équitable en douceur pour les travailleurs et les régions touchées par le passage mondial vers les énergies propres avec celle, en parallèle, de se préparer à saisir les nouvelles occasions qui en découleront. Tout cela sans compter le partage des compétences fédéral-provincial qui vient compliquer encore les choses.

Malgré ces obstacles, il y a urgence d'agir – non seulement pour l'impératif mondial de réduction de la pollution

au carbone, mais aussi pour l'économie nationale. Les marchés ne toléreront plus très longtemps une production forte en carbone, et le Canada se doit d'être à l'avant-garde de la transformation du système énergétique.

Pour piloter cette transformation, il lui faut une bonne politique climatique. Et l'Institut climatique continuera d'alimenter cette politique par des recherches, des données et des recommandations concrètes. Voici quelques-unes de nos priorités à l'horizon 2026 : contribuer à la mise en œuvre de politiques d'atténuation réfléchies à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale; normaliser l'intégration des politiques d'adaptation dans l'ensemble des processus décisionnels gouvernementaux; et promouvoir une approche bien de chez nous pour favoriser la croissance propre.

Nous nous attellerons à la tâche forts d'une base de financement solide et croissante provenant d'une multitude de sources – un précieux gage de confiance en notre travail.

À l'avenir, nous pourrions compter sur les lumières d'un conseil d'administration élargi. Je souhaite la bienvenue à Gord Lambert, Catherine Cobden, Jasmine Igniski, Eme Onuoha, Matt Wayland, Alain Bourque, Mira Oreck et Jordyn Burnouf. J'aimerais également remercier les membres sortants Dominique Souris, Charmaine Dean, Elizabeth Beale et David Collyer pour leurs services depuis la fondation de l'Institut en 2020.

J'aimerais également profiter de l'occasion pour souligner le privilège que nous avons de travailler dans un écosystème d'organisations qui nous ressemblent à l'échelle nationale et mondiale, et l'immense plaisir que nous avons à collaborer avec elles.

Ensemble, nous serons mus par un sentiment d'urgence qui ne cesse de croître. Parce que plus que jamais, le temps presse.

## MESSAGE DU PRÉSIDENT RICK SMITH

# Célébrons une année 2022-2023 sous le signe des premières fois



Cette année fut marquée par les étapes décisives et les nouveaux départs.

Quelques jours après le début de l'exercice financier, nous publions une évaluation indépendante du plan fédéral de réduction des émissions : le premier plan complet et concret pour atteindre les objectifs climatiques 2030 du Canada et mettre le pays sur la voie de la carboneutralité d'ici 2050. Éclairées dans une large mesure par les travaux de l'Institut climatique, les « premières fois » se sont succédé tout au long de l'année dans un éventail de grands secteurs climatiques.

En novembre 2022, le gouvernement fédéral dévoilait la première Stratégie nationale d'adaptation du Canada qui pave le chemin vers un avenir plus résilient au climat. Nous y avons contribué activement : comme pour le plan de réduction des émissions, nous l'avons évaluée de manière indépendante après sa publication pour faire état de ses forces et de ses faiblesses, et révéler les possibilités de l'affiner.

En mars 2023, le Conseil d'action en matière de finance durable du gouvernement fédéral publiait le *Rapport sur la feuille de route de la taxonomie*. Nos spécialistes ont mis la main à la pâte de cette première mouture de la proposition d'une taxonomie, qui jette les bases d'une définition des investissements « verts » et « de transition » au Canada, contribuant ainsi à la mobilisation d'investissements privés cruciaux dans des activités qui réduisent les émissions.

En novembre, l'Institut lançait [440megatonnes.ca](https://www.440megatonnes.ca). Premier site de données en son genre accessible au public au Canada, il offre aux décideurs, aux analystes, aux journalistes et au grand public des analyses poussées des tendances d'émissions au pays.

C'est sur ce nouveau site Web que nous avons lancé la première édition des estimations préliminaires des

émissions nationales. Les calculs officiels du Canada (le Rapport d'inventaire national annuel) n'étant publiés que 16 mois après la fin de l'année analysée, nous avons résolu de diviser ce délai de moitié pour donner une rétroaction plus récente aux décideurs des secteurs public et privé et leur laisser plus de temps pour corriger le tir.

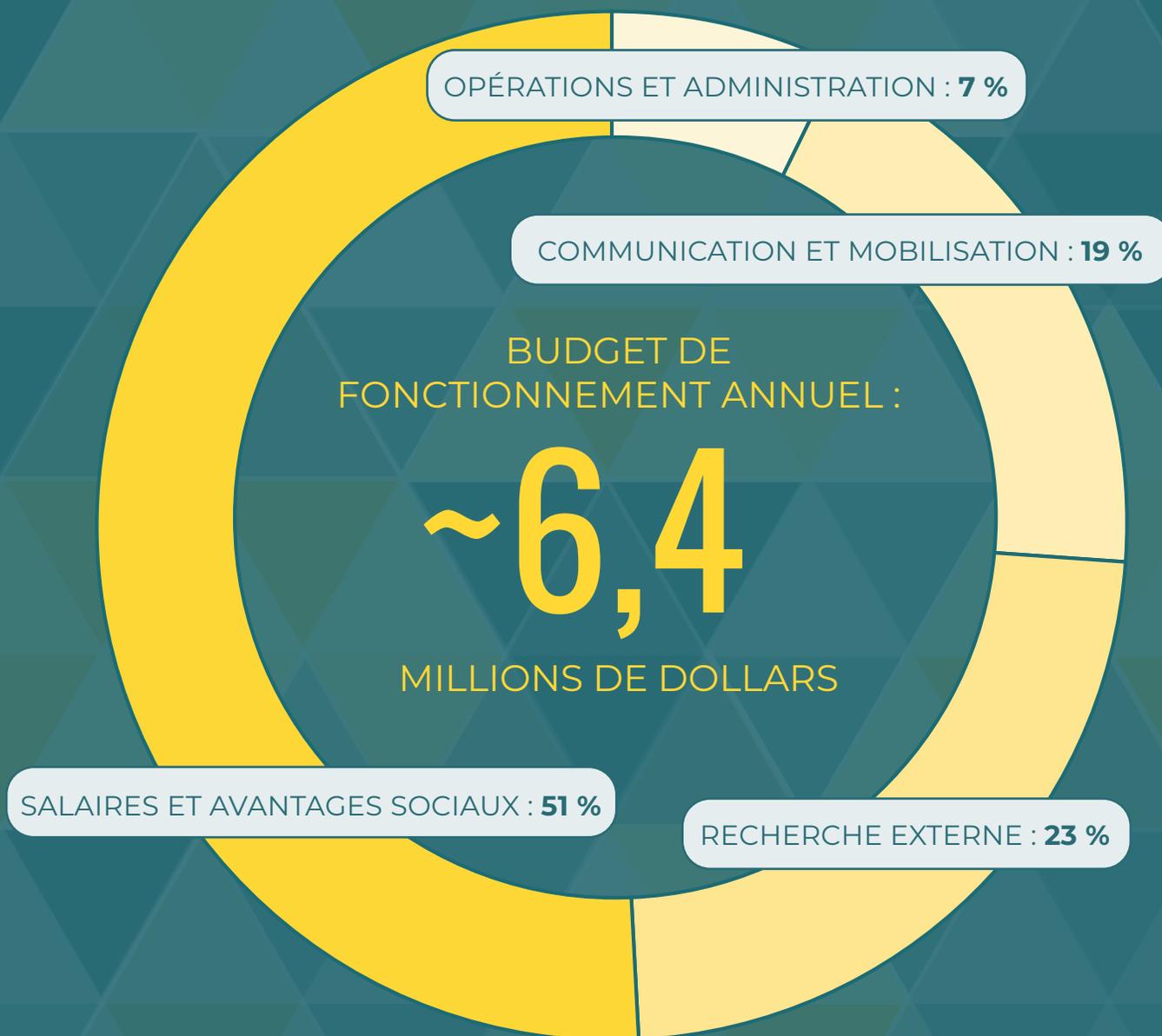
En juillet 2022, l'Institut climatique accueillait sa première table ronde sur le thème des travaux de recherche et des politiques climatiques menés par des Autochtones. Et en octobre, nous avons fait équipe avec le Groupe consultatif pour la carboneutralité pour la coanimation de notre première conférence nationale en personne. Au programme, des conférences d'éminents collègues des quatre coins du pays aux côtés du premier ministre Justin Trudeau, du ministre des Ressources naturelles Jonathan Wilkinson et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique Steven Guilbeault, des invités de marque qui montrent l'importance accordée par le gouvernement fédéral à l'action climatique.

J'aimerais remercier notre personnel et les membres de notre conseil d'administration, de nos conseils consultatifs et de nos comités d'experts, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible, et souhaiter la bienvenue à l'ensemble des recrues qui sont venues rejoindre les rangs de notre réseau florissant dans la dernière année.

Trêve de discussions : l'heure est maintenant aux solutions pour le Canada. La réduction des émissions nationales à 440 mégatonnes d'ici 2030 ne sera pas une mince tâche, mais nous avons fait nos devoirs, et nous croyons que c'est tout à fait réalisable.

Je suis fier du rôle joué par l'Institut climatique jusqu'ici. Il est maintenant temps de nous retrousser les manches et de nous mettre au travail pour ce prochain chapitre.

# PORTRAIT FINANCIER



# REPRÉSENTATION RÉGIONALE

L'Institut climatique du Canada vise à ce que les membres de son personnel, de son conseil d'administration, de ses comités d'experts et de ses conseils consultatifs soient représentatifs de la diversité des perspectives régionales.



# NOS RÉALISATIONS

## RAPPORTS ET PUBLICATIONS

13

 rapports  
publiés

132

 billets de  
blogue publiés

57

 éditoriaux  
publiés

19 780

 rapports  
téléchargés

## ÉVÉNEMENTS PUBLICS D'ENVERGURE ET MOBILISATION

6 000+

 participants aux  
événements

8

 événements  
d'envergure

68 523

 acteurs mobilisés

## MÉDIAS ET PORTÉE

8 705

 mentions dans  
les médias

1 055 621

 pages consultées  
sur le site Web

9 587

 abonnés aux  
courriels

20 635

 abonnés sur les  
médias sociaux

## LES ÉVÉNEMENTS

## Des événements qui attirent des chefs de file du Canada

Le 18 octobre 2022, nous avons coanimé notre deuxième conférence annuelle sur le climat avec le Groupe consultatif pour la carboneutralité au Centre national des Arts à Ottawa.

**Regard sur 2030 : réussir la prochaine décennie pour la carboneutralité** a attiré plus de 2 000 responsables des politiques, décideurs, universitaires et représentants d'ONG des quatre coins du Canada et du monde. Ils se sont joints à nous – virtuellement et en personne – pour écouter des spécialistes nationaux et internationaux nous éclairer sur la façon dont le Canada peut atteindre ses objectifs de carboneutralité pour 2030.

Ces discussions en mode solution ont couvert un large spectre de sujets : des mesures de responsabilisation

à la conception de politiques climatiques porteuses d'abordabilité en passant par la participation des marchés financiers, la mobilisation des investissements pour la transition carboneutre, et plus encore.

L'un des moments forts fut l'entretien entre le premier ministre Justin Trudeau et Akshat Rathi, journaliste climatique principal de Bloomberg News. Pendant 30 minutes, le premier ministre a été pressé de questions corsées sur le bilan canadien en matière de lutte contre les changements climatiques. Malgré tout, son message est sans équivoque : « Nous prenons la carboneutralité et la décarbonisation de notre bouquet énergétique très au sérieux. Et nous avons un plan pour y parvenir. »

Jonathan Wilkinson, ministre des Ressources naturelles; Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique; Chris Stark, directeur général, Comité sur le changement climatique du Royaume-Uni; Sara Moarif, directrice de l'environnement et des changements climatiques à l'Agence internationale de l'énergie; et Preety Bhandari, conseillère principale au World Resources Institute étaient du nombre des panélistes.

Vivement la troisième conférence annuelle en novembre 2023!



Photo par Alexandre Tétrault

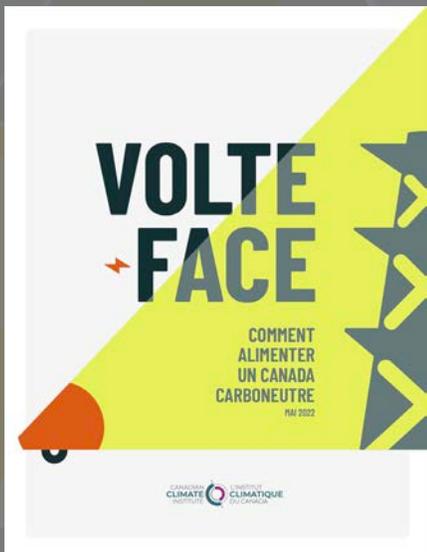


# Volte-face : comment alimenter un Canada carboneutre

Une « volte-face » des combustibles fossiles à l'électricité propre diminuerait les coûts de l'énergie et jetterait les bases d'un avenir durable et prospère. Mais pour y arriver, il faudra que tous les ordres de gouvernement usent de divers leviers stratégiques.

**Volte-face**, notre rapport publié en mai 2022, se penche sur les ingrédients essentiels pour bâtir des réseaux électriques plus grands, plus propres et plus intelligents nécessaires à un Canada carboneutre. Il révèle que la coordination est cruciale pour que la transition énergétique s'opère en douceur. La clé? La création de réseaux qui intègrent plus de sources renouvelables, ont une meilleure capacité de stockage, supportent

mieux les déplacements de la production d'énergie et comprennent d'autres éléments essentiels pour soutenir une demande en électricité deux fois plus importante. Bonne nouvelle : les technologies nécessaires sont disponibles et abordables, et les solutions politiques sont à portée de main.



## SOLUTIONS STRATÉGIQUES : DES RAPPORTS QUI MONTRENT LA VOIE

# Une évaluation indépendante du Plan de réduction des émissions pour 2030



En avril 2022, l'Institut climatique a publié une évaluation approfondie du premier Plan de réduction des émissions du Canada, s'appuyant sur son expertise et des modélisations indépendantes menées avec son partenaire Navius Research.

Conclusion : malgré toute l'exhaustivité et la crédibilité du plan pour 2030, son succès dépend de la stratégie employée – et de la rapidité d'action – dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Plus précisément, cette analyse cerne cinq politiques clés qui pourraient générer près des deux tiers des réductions d'émissions nécessaires pour l'atteinte des cibles de carboneutralité 2030 au Canada : le resserrement continu du régime fédéral de tarification du carbone, un plafond sur l'activité pétrolière et gazière, une norme sur l'électricité propre, des mesures de réduction des émissions liées à l'utilisation des terres et un renforcement de la Norme sur les combustibles propres.

# Vers un Canada plus sûr et plus résilient



En novembre 2022, le gouvernement fédéral publiait une première version de sa Stratégie nationale d'adaptation et le plan d'action qui l'accompagne, deux outils importants pour lutter contre les répercussions de plus en plus destructrices des changements climatiques et bâtir un Canada plus sûr et plus résilient.

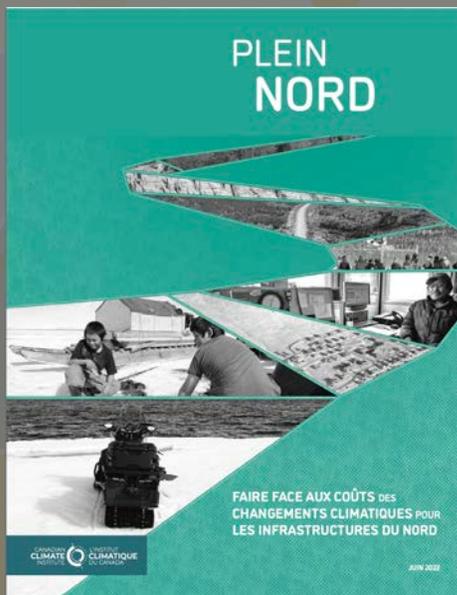
Toutefois, comme le révèle notre analyse indépendante, nous pouvons encore faire mieux.

Notre analyse experte met en évidence 11 pistes d'amélioration, qui passent notamment par une définition des secteurs à prioriser et une meilleure coordination entre les ministères fédéraux et entre les différents ordres de gouvernement, et impliquent également la création d'un cadre de surveillance des progrès robuste, laissant une plus grande place à la responsabilisation et à l'amélioration continue de la Stratégie et des mesures qui en découlent.

## SOLUTIONS STRATÉGIQUES : DES RAPPORTS QUI MONTRENT LA VOIE

# Plein Nord + Limiter les dégâts : la conclusion de notre série sur les Coûts des changements climatiques

En 2020, l'Institut climatique s'est donné pour mission de chiffrer les coûts des changements climatiques au Canada au cours des prochaines décennies et de déterminer comment l'adaptation permettrait d'atténuer ces répercussions. En 2022, nous avons publié les deux derniers d'une série de cinq rapports de recherche.



Dans **Plein Nord : faire face aux coûts des changements climatiques pour les infrastructures du Nord**, on apprend l'ampleur des répercussions négatives du sous-investissement systémique et du réchauffement rapide sur les communautés du Nord, où les phénomènes météorologiques extrêmes déforment les pistes d'atterrissage, où la fonte du pergélisol entraîne le tassement des fondations et où d'ici 30 ans, la moitié des routes d'hiver deviendront impraticables. Toutefois, notre rapport montre que par des investissements précoces et continus dans l'adaptation des infrastructures, il est possible de réduire les coûts de façon substantielle et de protéger les communautés. Il contient des témoignages sur les répercussions des changements climatiques tirés de nos entretiens avec des habitants de six communautés du Nord.



**Limiter les dégâts : réduire les coûts des impacts climatiques pour le Canada** combine des analyses de rapports antérieurs à de nouvelles données et études, et révèle que les changements climatiques pourraient faire baisser le PIB de 12 % d'ici la fin du siècle et réduire les revenus des ménages de 18 %. Toutefois, il montre également que des mesures d'adaptation pourraient se révéler salutaires; en effet, chaque dollar dépensé aujourd'hui générerait de 13 à 15 \$ en retombées directes et indirectes dans les années à venir.

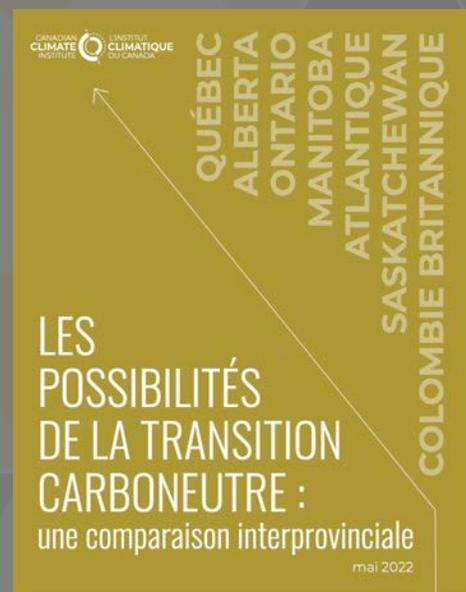
## SOLUTIONS STRATÉGIQUES : DES RAPPORTS QUI MONTRENT LA VOIE

# Les possibilités de la transition carboneutre : une comparaison interprovinciale

Notre rapport de 2021 **Ça passe ou ça casse** met en évidence les possibilités qui s'ouvrent à l'économie canadienne et les risques qui la guettent dans un monde carboneutre. C'est de ce travail que part le document **Les possibilités de la transition carboneutre** pour livrer une analyse poussée par province.

Publié en mai 2022, ce rapport présente les risques et occasions pour chacune, compare leurs résultats et formule des recommandations sur les mesures qui s'offrent aux gouvernements provinciaux et fédéral pour soutenir la transition carboneutre du Canada.

Portés par d'importants investissements privés encadrés par des politiques fortes, la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et le Québec forment le peloton de tête de la transition. Le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont également le vent dans les voiles, mais doivent accélérer la cadence pour demeurer dans la course mondiale. Enfin, bien que la Saskatchewan, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador commencent à saisir de nouvelles occasions dans la transition, il leur faudra prendre des mesures urgentes pour éviter de finir perdants.



440

# 440 Mégatonnes : suivre la progression des politiques climatiques du Canada

Le Canada entend faire passer ses émissions de carbone annuelles à un seuil de 440 mégatonnes d'ici 2030 – soit 40 % sous les niveaux de 2005 – dans une optique de carboneutralité à l'horizon 2050.

Le Canada entend faire passer ses émissions de carbone annuelles à un seuil de 440 mégatonnes d'ici 2030 – soit 40 % sous les niveaux de 2005 – dans une optique de carboneutralité à l'horizon 2050.

Pour éclairer le débat sur les mesures climatiques et cerner les possibilités de corriger le tir, il faut pouvoir suivre la progression du Canada dans l'atteinte de ces cibles. Or, lorsque vient le temps de mesurer le progrès des politiques, les données de qualité se font étonnamment rares... mais le vent vient de tourner.

En novembre 2022, l'Institut climatique a lancé **440mégatonnes.ca** : un nouvel outil de veille alimenté en données qui suit la progression des politiques climatiques au Canada. Répertoire de bases de données consultable et téléchargeable, le site Web rassemble des analyses d'experts indiquant les secteurs où le Canada est en voie d'atteindre son objectif de 2030 et les retards à rattraper.

Il s'agit d'une véritable mine d'or d'information.

Jusqu'à présent, nous avons lancé six produits uniques sur le site Web. La **Boussole interactive des trajectoires d'émission** schématise les émissions historiques et les projections d'émissions du Plan de réduction des émissions pour 2030 du Canada et des trajectoires vers la carboneutralité. La **Boussole des engagements climatiques des entreprises** illustre les promesses et les plans en matière d'environnement des 60 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Toronto. La **Boussole des politiques de réduction du carbone** détaille plus de

400 politiques fédérales, provinciales et territoriales pour décortiquer les actions gouvernementales présentées pour atteindre l'objectif de 2030.

Le site comporte également une **base de données sur l'intensité carbonique du Canada**, qui présente les intensités carboniques des émissions de portée 1, 2 et 3 pour aider les entreprises, les gouvernements et les ménages à mieux estimer leurs émissions. En parallèle, **les données du rapport de 2021 Vers un Canada carboneutre de l'Institut** clarifient les trajectoires de carboneutralité possibles d'ici 2050. Enfin, nos **estimations préliminaires des émissions nationales** visent à améliorer le processus décisionnel par la mise à disposition de données plus récentes sur l'atteinte des cibles de réduction des émissions du Canada.

De plus, chaque semaine, **des analyses** décortiquent ces données pour produire des renseignements utiles, que ce soit sur le caractère essentiel de l'accélération des réductions d'émission dans le secteur des transports pour l'atteinte des objectifs climatiques du Canada ou sur la mesure des retombées du passage à la thermopompe dans les bâtiments commerciaux.

Le progrès prend sa source dans des choix réfléchis. En rassemblant les données et les analyses sur un même site Web, 440 mégatonnes vient éclairer le débat sur la progression des mesures environnementales et aider les gouvernements d'un océan à l'autre à prendre des décisions judicieuses.

## LES PERSPECTIVES AUTOCHTONES

# Lumière sur les perspectives autochtones

Premiers témoins de l'évolution rapide du climat, les peuples autochtones sont les meneurs de l'élaboration de solutions environnementales ancrées dans la culture.

Soucieux d'amplifier leurs voix, leurs travaux et leurs innovations, l'Institut climatique, en partenariat avec le Centre for Indigenous Environmental Research, a publié en 2022 quatre nouvelles études de cas illustrant le travail de chercheurs et de détenteurs de savoir autochtones dans le cadre de sa série Perspectives autochtones.



**L'alliance Bagida'waad :** sortir de la brume pour tracer une nouvelle voie fait état des stratégies d'adaptation aux répercussions des changements climatiques sur la région des Grands Lacs.



**Une approche à deux voies pour la remise en état collaborative :** placer les voix et le leadership autochtone au cœur de la transition énergétique du Canada examine comment le secteur pétrogazier doit composer avec les répercussions historiques et actuelles sur le territoire et les détenteurs de droit autochtones.



**ʔuyaasiṭaλḥaas, ou « il est arrivé quelque chose au climat »** s'inspire de la démarche d'élaboration d'une vision de l'utilisation du territoire de la Première Nation Ahousaht, qui applique la sagesse de la toponymie autochtone à l'évolution du climat.



**La rés-ilience des Gitxsans** pose les bases d'une interprétation élargie et plus inclusive de la résilience en contexte autochtone.

**Ce webinaire vaut de l'or!**  
**Merci à tout le monde pour votre temps et vos connaissances précieuses.**

—Pelin K.

**À tous les panélistes, merci énormément pour cette expérience des plus gratifiantes et enrichissantes.**

—Charlotte T.

Pour mettre en lumière l'apport de ces études de cas et les diffuser auprès d'un plus large public de chercheurs et de responsables des politiques en environnement, l'Institut climatique a organisé le 6 juillet 2022 la table ronde Hommage au leadership climatique autochtone.

Cet événement en ligne a attiré plus de 160 participants de partout au pays venus discuter avec sérieux de toutes sortes de projets pilotés par des Autochtones, comme le rétablissement du saumon, le nettoyage des berges et la remise en état collaborative.

Pendant la table ronde, les panélistes autochtones ont abordé de front des dossiers allant de la décolonisation à la décarbonisation. Ils ont également dévoilé leur approche à « double regard », concept selon lequel on peut tirer profit de la complémentarité des systèmes de savoir autochtones et occidentaux pour créer des politiques globales qui profiteront à tous.

## L'élaboration de politiques d'adaptation efficaces

Comment le Canada peut-il élaborer et mettre en œuvre des politiques d'adaptation qui fonctionnent? Dans **Comblant le déficit d'adaptation du Canada**, nous définissons les quatre éléments essentiels d'une Stratégie nationale d'adaptation efficace : des priorités et des buts clairs fondés sur les risques les plus importants, des politiques et mesures concrètes pour améliorer la coordination et la mise en œuvre des politiques, et un cadre de surveillance et d'évaluation de progrès rigoureux.

Dans **Mesurer les progrès en matière d'adaptation au climat au Canada**, nous résumons les quatre pierres angulaires d'un système de surveillance et d'évaluation :

le contexte, le contenu, l'opérationnalisation et la communication. Puis, nous indiquons neuf pratiques exemplaires pour en encadrer l'élaboration.

Enfin, dans **Adaptation aux changements climatiques : une approche pangouvernementale**, nous examinons des stratégies favorables à une meilleure concertation entre les autorités fédérales et régionales. Ce document de cadrage se penche sur les façons d'améliorer la coordination dans la prise de décisions gouvernementale et d'intégrer les objectifs d'adaptation aux politiques, programmes et activités.



# Pour une transition énergétique en douceur

En juillet 2022, le gouvernement fédéral publiait un document de travail sur les plafonds pétroliers et gaziers proposés. Notre réponse, **Carboneutraliser le secteur pétrogazier canadien**, présente les principaux éléments de conception à intégrer pour la suite des choses. En parallèle, notre document **Les voies de transition pour le secteur pétrogazier** souligne les possibilités de décarbonisation des activités et d'élaboration de nouveaux produits carboneutres pour les entreprises.

Nous abordons également **L'électricité et l'équité dans la transition énergétique du Canada** dans un document de cadrage éponyme qui fournit des options pour la conception de la tarification et le financement du réseau électrique. Nous creusons l'enjeu de l'abordabilité encore davantage dans des éditoriaux grand public parus dans le *Globe and Mail* « **L'électro-fédéralisme : une idée dont le temps est venu** » et dans *Corporate Knights* « **Going Electric Will Save Canadians Money on Energy Costs** ».

Mais l'électricité n'est qu'une variable de l'équation. Les combustibles propres – qui produisent considérablement moins d'émissions que leurs pendants classiques – vont également fort probablement jouer un rôle majeur dans le virage énergétique du Canada. Dans **Examen des obstacles aux projets inédits de combustibles propres au Canada**, nous explorons les failles des marchés et des politiques qui nuisent à l'adoption de solutions de combustibles et de technologies propres – et les options qui s'offrent aux gouvernements pour y remédier.

Aux États-Unis, les nouvelles mesures incitatives prévues par l'*Inflation Reduction Act* encouragent les technologies de captation, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC), ce qui fait craindre à certains chefs de file du secteur une fuite des investissements au sud de la frontière. Le document **Comparaison des incitatifs à la CUSC dans le secteur pétrolier en amont au Canada et aux États-Unis**, publié conjointement avec The Pembina Institute, dissipe ces inquiétudes, en concluant que les règlements et incitatifs à la CUSC du gouvernement canadien se révèlent somme toute plus avantageux que les mesures américaines.

Nous avons également étoffé notre série d'études de cas examinant les sources d'inspiration possibles pour le Canada. En 2022, nous avons analysé la gestion du virage carboneutre des secteurs pétroliers et gaziers du **Danemark**, de l'**Écosse** et de la **région de Taranaki en Nouvelle-Zélande**, qui se fait en harmonie avec une croissance de la prospérité et un meilleur bien-être des travailleurs, des communautés, des acteurs du secteur et des détenteurs de droit.

Une transition sans heurts passe par une concertation de tous les ordres de gouvernement. Dans « **Cinq façons dont les provinces peuvent faire avancer les politiques climatiques au Canada** », notre éditorialiste du *Toronto Star* se penche sur les cinq façons dont les provinces peuvent faire avancer les politiques climatiques au Canada en collaborant avec Ottawa.



# Favoriser les investissements du secteur privé dans un avenir carboneutre

Si les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans l'atteinte de la carboneutralité au Canada, la décarbonisation des industries canadiennes demandera également des milliards de dollars d'investissements du secteur privé.

L'Institut climatique a grandement contribué au **rapport sur la feuille de route de la taxonomie** publié en mars 2023 par le Conseil d'action en matière de finance durable du Canada. Ce document phare propose un cadre pour définir les projets « verts » et « de transition », qui aidera les investisseurs du secteur privé à choisir des projets qui concordent avec les objectifs carboneutres du Canada.

Pour que ces investissements demeurent logiques, les entreprises et les investisseurs doivent avoir de bonnes raisons de croire que la tarification du carbone au Canada suivra la courbe d'augmentation prévue et que la valeur des crédits de carbone s'alignera sur cette augmentation. Dans **Closing the Carbon-Pricing Certainty Gap** et la série d'éditoriaux et d'articles de blogue connexes, nous expliquons pourquoi le gouvernement fédéral devrait prendre immédiatement des mesures pour garantir l'augmentation du prix du carbone et la valeur future des crédits de carbone. Cette proposition a été reprise dans le budget 2023, qui promet d'aller de l'avant avec diverses formes de contrats carbone sur différence.

En mars 2023, nous avons publié **Sept recommandations pour mobiliser les fonds publics afin d'aider le Canada à demeurer dans la course de la transition énergétique mondiale**, un exposé de politique qui propose des façons de concevoir des politiques et de tirer parti du soutien du public pour concurrencer les États-Unis et attirer des investissements privés dans des projets de croissance propre.

Nos recommandations stratégiques prennent leur source dans une série d'études de cas portant sur les pratiques internationales de mobilisation des capitaux privés pour la croissance propre. Nous analysons **Les crédits d'impôt pour l'hydrogène dans la loi américaine sur la réduction de l'inflation** et l'influence de leur conception sur le soutien du Canada aux combustibles propres. Nous montrons que la Banque de l'infrastructure du Canada et le Fonds de croissance du Canada gagneraient à s'inspirer de l'expérience de la « Banque verte » de l'Australie. Et enfin, dans **Projet Longship : captation et stockage du CO<sub>2</sub> sous la mer du Nord en Norvège**, nous partageons les leçons à tirer pour le secteur pétrolier et gazier des efforts de la Norvège visant à dynamiser le marché européen du captage et du stockage du CO<sub>2</sub>.

## PERSONNES IMPLIQUÉES

# Conseil d'administration

Gardien de l'excellence opérationnelle, de la transparence et de la responsabilisation financière de l'organisation, le conseil d'administration de l'Institut climatique en trace les grandes orientations stratégiques. Voici la liste de ses membres, en date de mars 2023 :

### **Peter Nicholson (président)**

Premier président, Conseil des académies canadiennes (retraité)  
Annapolis Royal (N.-É.)

### **Alain Bourque**

Directeur général, Ouranos, Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques  
Montréal (Qc)

### **Jordyn Burnouf**

Conseillère au ministère de l'Environnement et vice-présidente, Métis Nation of Saskatchewan  
Saskatoon (Sask.)

### **Mel Cappe**

Professeur, Munk School of Global Affairs and Public Policy, Université de Toronto  
Toronto (Ont.)

### **Catherine Cobden**

Présidente et chef de la direction, Association canadienne des producteurs d'acier  
Ottawa (Ont.)

### **Jasmine Ighneski**

Vice-présidente, Politique, durabilité et relations gouvernementales, Corporation Parkland  
Oakville (Ont.)

### **Gordon R. Lambert**

Membre du Conseil consultatif sur la responsabilité et la durabilité des entreprises (RDE), Exportation et développement Canada; directeur en résidence Suncor Énergie pour la durabilité, Ivey Business School  
Calgary (Alb.)

### **Bruce Lourie**

Président, Ivey Foundation  
Toronto (Ont.)

### **Normand Mousseau**

Professeur de physique, Université de Montréal; directeur scientifique, Institut de l'énergie Trottier  
Montréal (Qc)

### **Sandra Odendahl**

Première vice-présidente et lead, Développement durable et diversité, Banque de développement du Canada  
Toronto (Ont.)

### **Eme Onuoha**

Directeur général, Affaires publiques internationales, Investissements RPC  
Ottawa (Ont.)

### **Mira Oreck**

Directrice générale, Houssian Foundation  
Vancouver (C.-B.)

### **Chris Ragan**

Directeur, École de politiques publiques Max Bell, Université McGill  
Montréal (Qc)

### **Sybil Seitzinger**

Professeure, School of Environmental Studies, Université de Victoria  
Victoria (C.-B.)

### **Tosh Southwick**

Experte-conseil et fondatrice, IRP Consulting  
Whitehorse (Yn)

### **Matt Wayland**

Assistant exécutif au vice-président international et directeur canadien des relations internationales, Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE)  
CanadaNiagara-on-the-Lake (Ont.)

# 2022-23 Comités d'experts

Fondés sur les meilleures études et données probantes, nos travaux sont éclairés par un groupe d'éminents spécialistes des quatre coins du pays. Trois comités d'experts (en adaptation, en atténuation et en croissance propre) encadrent la portée et les méthodes de recherche, l'examen technique des principales publications et recommandations stratégiques et les conseils à l'appui des initiatives de mobilisation et de communication de l'Institut climatique.

## COMITÉ ADAPTATION

### **Jimena Eyzaguirre (présidente)**

Directrice de l'équipe internationale et spécialiste principale de l'adaptation aux changements climatiques, ESSA Technologies Ltd. Ottawa (Ont.)

### **Jean Andrey**

Doyenne, Faculté de l'environnement, Université de Waterloo Waterloo (Ont.)

### **Daniel Henstra**

Professeur de sciences politiques, Université de Waterloo Waterloo (Ont.)

### **Margot Hurlbert**

Professeure, Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy Regina (Sask.)

### **Don Iveson**

Ancien maire, Edmonton et conseiller de direction, Investissement climatique et résilience communautaire Edmonton (Alb.)

### **Caroline Larrivée**

Directrice, programmation scientifique, Ouranos – Consortium sur les changements climatiques Montréal (Qc)

### **Alexandra Lesnikowski**

Professeure adjointe, Département de géographie, d'urbanisme et d'environnement, Université Concordia; directrice, Laboratoire de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques Montréal (Qc)

### **Deborah McGregor**

Titulaire de la chaire de recherche du Canada en justice environnementale autochtone, Université York Toronto (Ont.)

### **Nancy Olewiler**

Professeure, École de politiques publiques, Université Simon Fraser Vancouver (C.-B.)

### **Roger Street**

Associé de recherche, Institut des changements environnementaux, Université d'Oxford Oxford (R.-U.)

### **Enooyaq Sudlovenick**

Scientifique spécialiste des mammifères marins et étudiante au doctorat, Université du Manitoba Winnipeg (Man.)

### **Jean-Patrick Toussaint**

Directeur principal, Programme climat, Fondation familiale Trottier Ottawa (Ont.)

### COMITÉ ATTÉNUATION

---

**Kathryn Harrison (présidente)**

Professeure de sciences politiques,  
Université de la Colombie-  
Britannique  
Vancouver (C.-B.)

**Louis Beaumier**

Directeur exécutif, Institut de  
l'énergie Trottier  
Montréal (Qc)

**Annie Chaloux**

Professeure agrégée, Université de  
Sherbrooke  
Montréal (Qc)

**Mark Jaccard**

Directeur et professeur distingué,  
École de gestion des ressources  
et de l'environnement, Université  
Simon Fraser  
Vancouver (C.-B.)

**Andrew Leach**

Professeur, Université de l'Alberta  
Edmonton (Alb.)

**Corey Mattie**

Mi'kmaq, K'jpuktuk et membre,  
Indigenous Professional Association  
of Canada  
Halifax (N.-É.)

**Juan Moreno-Cruz**

Professeur agrégé, École  
d'environnement, de commerce et  
de développement et titulaire de  
la Chaire de recherche du Canada  
sur les transitions énergétiques,  
Université de Waterloo  
Waterloo (Ont.)

**Maria Panezi**

Professeure adjointe de droit, Faculté  
de droit, Université du Nouveau-  
Brunswick  
Fredericton (N.-B.)

**Nicholas Rivers**

Titulaire de la chaire de recherche  
du Canada sur les politiques  
climatiques et énergétiques,  
Université d'Ottawa  
Ottawa (Ont.)

**Kwatuuma Cole Sayers**

Directeur exécutif, Clean Energy BC,  
Vancouver (C.-B.)

**Kristen van de Biezenbos**

Professeure agrégée, Université de  
Calgary, Faculté de droit, Haskayne  
School of Business  
Calgary (Alb.)

**Jennifer Winter**

Professeure adjointe, Département  
d'économie et directrice scientifique,  
Division de la recherche en politique  
énergétique et en environnement,  
École de politique publique,  
Université de Calgary  
Calgary (Alb.)

### COMITÉ CROISSANCE PROPRE

---

**Sara Hastings-Simon (présidente)**

Chercheuse, Université de Calgary  
Calgary (Alb.)

**Catherine Beaudry**

Titulaire de la chaire de recherche  
du Canada en gestion et en  
économie de l'innovation,  
Polytechnique Montréal  
Montréal (Qc)

**Preety Bhandari**

Conseillère principale au  
programme sur le climat mondial  
et au centre des finances, World  
Resources Institute  
Arlington (Virginie)

**Yves Bourgeois**

Professeur d'économie régionale  
et doyen des études, campus de  
Shippagan, Université de Moncton  
Shippagan (N.-B.)

**Don Drummond**

Boursier Stauffer-Dunning,  
Université Queen's  
Ottawa (Ont.)

**Stewart Elgie**

Directeur général, Institut pour  
l'intelliProspérité; professeur en droit  
et en économie, Université d'Ottawa  
Ottawa (Ont.)

**Tamara Krawchenko**

Professeure adjointe, École  
d'administration publique;  
membre de l'Institut des systèmes  
énergétiques intégrés, Université de  
Victoria  
Victoria (C.-B.)

**Priyanka Lloyd**

Directrice générale, Green Economy

Canada

Waterloo (Ont.)

**Peter W.B. Phillips**

Directeur fondateur, École  
d'études supérieures en politique  
gouvernementale Johnson Shoyama,  
Université de la Saskatchewan  
Saskatoon (Sask.)

**Mark Rowlinson**

Ancien président, Blue Green  
Canada  
Toronto (Ont.)

# Conseil consultatif

Nos conseillers sont des chefs de file du secteur public, du secteur privé et de la société civile d'un océan à l'autre dont les points de vue contribuent à la pertinence, la rapidité et la faisabilité du travail de l'Institut climatique.

**Catherine Abreu**  
Fondatrice et directrice exécutive,  
Destination Zero  
Ottawa (Ont.)

**Adam Auer**  
Président-directeur général de  
l'Association Canadienne du Ciment  
Ottawa (Ont.)

**Alain Brandon**  
Vice-président, Durabilité, Impact  
social et Relations gouvernementales  
pour Les Compagnies Loblaw  
Limitée  
Toronto (Ont.)

**Corey Diamond**  
Directeur exécutif d'Efficacité  
énergétique Canada  
Toronto (Ont.)

**Robert Larocque**  
Président-directeur général de  
l'Association canadienne des  
carburants  
Ottawa (Ont.)

**Steve Lee**  
Directeur exécutif de la Foundation  
for Environmental Stewardship et  
du 3% Project  
Toronto (Ont.)

**Monique Leroux**  
Présidente du conseil  
d'administration d'Investissement  
Québec et vice-présidente de Fiera  
Holdings  
Montréal (Qc)

**Kate Lindsay**  
Première vice-présidente et chef  
de la durabilité de l'Association  
des produits forestiers du Canada  
(APFC)  
Ottawa (Ont.)

**Shianne McKay**  
Gestionnaire principale de  
projet au Centre for Indigenous  
Environmental Resources (CIER)  
Brandon, (Man.)

**Suzann Méthot**  
Consultante indépendante et  
conseillère stratégique  
Montréal (Qc)

**Miles Richardson**  
Conseiller en affaires et directeur  
du National Consortium for  
Indigenous Economic Development  
à l'université de Victoria  
Vancouver (C.-B.)

**Carole Saab**  
Directrice générale de la Fédération  
canadienne des municipalités  
Ottawa (Ont.)

**Jean Simard**  
Président-directeur général de  
l'Association de l'aluminium du  
Canada  
Montréal (Qc)

**Scott Skinner**  
Président-directeur général de la  
Clean Foundation  
Dartmouth (N.-É.)

**Sasha Sud**  
Directeur des villes intelligentes  
chez MaRS Partnerships  
Toronto (Ont.)

**Katie Sullivan**  
Directrice générale de l'Association  
internationale pour l'échange de  
quotas d'émission (IETA)  
Toronto (Ont.)

**John Zhou**  
Chef des technologies propres  
et vice-président des ressources  
propres chez Alberta Innovates  
Edmonton (Alb.)

**Barbara Zvan**  
Présidente et directrice générale de  
l'University Pension Plan Ontario  
Toronto (Ont.)